



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 11 ΙΟΥΛΙΟΥ 1979

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
156

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

- N. 943. Περί κυρώσεως της εἰς Βελιγράδιον τὴν 25ην Μαρτίου 1977 ὑπογραφείσης, μετὰ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας, Μακροπροθέσμου Συμφωνίας ἀφορώσης εἰς τὰς ἐμπορικὰς ἀνταλλαγὰς καὶ εἰς τὴν οἰκονομικὴν, ἐπιστημονικὴν καὶ τεχνικὴν συνεργασίαν μετὰ τῶν συνημμένων εἰς αὐτὴν ἐπιστολῶν. ... 1
- N. 944. Περί διαδικασίας χαρακτηρισμοῦ ἐργασιῶν καὶ ἐθιμοτυπιῶν τῶν ἡσφαλισμένων τῆς ΔΕΗ, ὡς ἰδιαιτέρως ἐαρέων καὶ ἀνθιγισινῶν. ... 2

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

511. Περί προσωρινῆς ἀναπληρώσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Ἐμπορίου Γεωργίου Παναγιωτοπούλου ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ Γεωργίας Γεωργίου Μπούτου. ... 3
512. Περί μερικῆς ἀνακλήσεως Π. Διατάγματος καὶ κυρώσεως συμπληρωματικοῦ πίνακος Ἀξιώματιοῦ Πολεμικοῦ Ναυτικοῦ. ... 4

ΠΡΑΞΕΙΣ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

80. Περί ἐγκρίσεως ἐκδόσεως συμπληρώματος διὰ τὴν διόρθωσιν τῆς κατανομῆς τῶν πωσῶν τοῦ βραχυπρόθεσμου τιμήματος τῆς μετὰ ΔΕΗ καὶ τῆς Κοινοπραξίας τῶν Οἰκῶν MASCHINEN EXPORT — BBC ὑπ' ἀριθ. DPRM/99013—C/2.10.76 συμβάσεως διὰ τὴν μελέτην κατασκευὴν καὶ παράδοσιν δύο μονάδων

ἐκκαφέων καὶ τεσσάρων μονάδων ἀποθετῶν τοῦ Νοτίου Πεδίου Λιγνιτωρυχείου Πτολεμαίδος. ... 5

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 943

Περί κυρώσεως τῆς εἰς Βελιγράδιον τὴν 25ην Μαρτίου 1977 ὑπογραφείσης, μετὰ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας, Μακροπροθέσμου Συμφωνίας ἀφορώσης εἰς τὰς ἐμπορικὰς ἀνταλλαγὰς καὶ εἰς τὴν οἰκονομικὴν, ἐπιστημονικὴν καὶ τεχνικὴν συνεργασίαν μετὰ τῶν συνημμένων εἰς αὐτὴν ἐπιστολῶν.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαντες:

Ἐρῶντος πρώτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ εἰς Βελιγράδιον τὴν 25ην Μαρτίου 1977 ὑπογραφείσα μετὰ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας Μακροπροθέσμος Συμφωνία ἀφορώσα εἰς τὰς ἐμπορικὰς ἀνταλλαγὰς καὶ εἰς τὴν οἰκονομικὴν, ἐπιστημονικὴν καὶ τεχνικὴν συνεργασίαν, μετὰ τῶν συνημμένων εἰς αὐτὴν ἐπιστολῶν, τῶν ὁποίων τὸ καίμενον εἰς πρωτότυπον εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ εἰς μετάφρασιν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχει ὡς ἀκολούθως:

ACCORD A LONG TERME

entre le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie, concernant les échanges commerciaux et la coopération économique, scientifique et technique.

Le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie :

— désireux de continuer et encourager le développement des échanges commerciaux et de la coopération économique, scientifique et technique,

— conscients de l'importance d'une croissance harmonieuse du commerce entre les Parties Contractantes, eu égard à leur niveau de développement respectif,

— désireux de contribuer, dans le cadre du présent accord, à la promotion des échanges commerciaux et au développement d'une coopération économique sur des bases mutuellement avantageuses,

sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Les Parties Contractantes encourageront et faciliteront dans l'esprit le plus libéral les efforts qui contribueront au développement des échanges commerciaux et à la coopération économique, scientifique et technique entre les organisations économiques et entreprises intéressées des deux Pays.

Doans le cadre de leurs lois et règlements en vigueur, et compte tenu de leurs engagements internationaux, les Parties Contractantes s'assureront mutuellement le traitement le plus favorable dans le domaine des échanges commerciaux et de la coopération économique, scientifique et technique.

Les termes «entreprise» et «organisation économique» du pays contractant désignent, en ce qui concerne la Yougoslavie, une organisation de base du travail associé ou autre organisation ou communauté autogestionnaire.

Article 2

La Grèce et la Yougoslavie s'accordent le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et les impositions de toute nature perçus à l'importation ou à l'exportation, ou à l'occasion de l'importation ou de l'exportation, ou qui frappent les transferts internationaux de fonds effectués en règlement des importations ou des exportations, la mode de perception de ces droits et impositions, ainsi que les formalités et procédures auxquelles sont assujetties les marchandises lors de leur dédouanement.

Ce traitement ne s'applique pas :

a) aux avantages accordés par les Parties Contractantes en vue de l'établissement d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange,

b) aux avantages accordés par les Parties Contractantes pour faciliter le trafic frontalier avec les pays limitrophes.

Article 3

1. Les Parties Contractantes s'accordent le degré le plus élevé de libération des importations et des exportations, qu'elles appliquent de manière générale à l'égard des pays tiers.

2. Au cas où l'application du paragraphe l'entraîne ou risque d'entraîner des difficultés graves, la Partie Contractante en cause fournit à la Commission Mixte prévue à l'article 10 tous les éléments utiles pour per-

mettre un examen approfondi de la situation, en vue de rechercher une solution acceptable pour les Parties Contractantes.

3. Lorsque des circonstances exceptionnelles nécessitant une intervention immédiate excluent un examen préalable, la Partie Contractante intéressée peut appliquer sans délai à l'égard de l'autre les mesures conservatoires strictement nécessaires pour remédier à la situation.

4. Les mesures de sauvegarde sont immédiatement notifiées à la Commission Mixte et font l'objet, au sein de celle-ci, de consultations périodiques, notamment en vue de leur suppression dès que les conditions le permettent.

5. Les mesures qui apportent le moins de perturbation doivent être choisies par priorité.

Article 4

Les Parties Contractantes s'efforcent de promouvoir et d'intensifier leurs échanges commerciaux sur la base des avantages mutuels.

A cette fin, elles confirment leur volonté de procéder d'une façon libérale à l'exécution du présent accord et prennent toutes mesures utiles pour faciliter leurs échanges dans le cadre des réglementations en vigueur.

Chaque Partie Contractante examine avec bienveillance les demandes présentées par l'autre partie et les suggestions formulées par la Commission Mixte en vue de faciliter les importations sur son territoire.

Article 5

En vue de promouvoir le commerce, les Parties Contractantes s'octroieront réciproquement, conformément à la réglementation en vigueur de chacun des deux pays, les facilités nécessaires pour la participation des organisations économiques et des entreprises intéressées de leur pays aux foires et expositions commerciales.

Conformément à la réglementation en vigueur, les Parties Contractantes autoriseront l'importation et l'exportation des échantillons des marchandises et de matériel publicitaire faisant partie de la promotion commerciale, s'ils ne sont pas destinés à la vente, sans paiement des droits de douane, taxes et autres charges de même nature, n'ayant pas le caractère d'un paiement de services.

Article 6

Les Parties Contractantes, en conformité avec les lois et les réglementations respectives des deux pays, s'accorderont réciproquement toutes les facilités nécessaires, prévues dans leur législation respective, pour l'importation temporaire, traitement, perfectionnement et transformation, en ce qui concerne les marchandises et produits de l'autre Partie Contractante.

Article 7

Les Parties Contractantes reconnaissant l'importance que revêt la coopération économique, scientifique et technique pour le développement de leurs relations économiques, faciliteront, conformément à la législation en vigueur dans chacun des deux Pays, par tous les moyens possibles, l'élargissement de la coopération entre les entreprises et organisations helléniques et yougoslaves dans différents domaines et notamment dans l'industrie, agriculture, commerce, transport, ainsi que dans les domaines scientifique et technique.

La coopération prévue dans les domaines susmentionnés s'effectuera toujours sur la base d'un contrat spécial, signé pour chaque cas concret entre les organisa-

tions économiques, les associations et les entreprises des deux Pays, comprenant les détails de cette coopération. Ces contrats pour être conclus et exécutés, devront être approuvés par les autorités compétentes de chacun des deux pays, au cas où telle approbation est prévue par leur réglementation respective.

Article 8

Les deux Parties encourageront l'échange d'informations entre les organisations compétentes pour l'élaboration des plans de développement, de programmes et de projets des deux pays.

De même, elles encourageront la coopération entre les organisations économiques et entreprises du domaine industriel, dont les produits seraient commercialisés aux marchés des deux pays, ainsi qu'aux marchés des pays tiers.

Article 9

A partir du 1er juillet 1977 les contrats concernant les opérations visibles et invisibles seront conclus en devises convertibles et les paiements y relatifs, ainsi que les autres paiements, seront effectués en devises convertibles selon les lois et réglementations générales du contrôle des changes, qui sont en vigueur dans chacun des deux Pays.

Article 10

Une Commission Mixte composée de représentants des deux Parties au niveau d'experts sera constituée.

Cette commission se réunit une fois par an à une date fixée de commun accord.

Des réunions extraordinaires peuvent être convoquées de commun accord des deux Parties.

Cette Commission veille au bon fonctionnement du présent Accord.

Des rapports sur l'activité de cette Commission seront soumis à la Commission Interministerielle créée par le Communiqué conjoint du 4 février 1965.

Article 11

Dès la mise en vigueur du présent Accord, la validité de l'Accord Commercial à long terme du 28 septembre 1966, et de l'Accord des Paiements entre les deux Pays du 28 février 1953, ainsi que leurs Annexes, prend fin.

Article 12

Le Présent Accord est à durée indéterminée.

Chacune des Parties Contractantes a le droit de le dénoncer par écrit avec un préavis de trois mois.

La cessation de la validité du présent Accord n'affectera pas la validité et la réalisation des contrats conclus et approuvés en vertu de cet Accord.

Article 13

Le présent Accord sera appliqué provisoirement à partir du 1er juillet 1977 et entre en vigueur dès la date de l'échange des instruments de ratification par les autorités compétentes des deux Pays.

Fait à Belgrade le 25 mars 1977, en deux exemplaires en langue française, chaque texte faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Hellenique
Pour le Gouvernement de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie

PANAYOTIS PAPALIGURAS

Dr BERISLAV SEFER

PRESIDENT DE LA DELEGATION YUGOSLAVE

Belgrade, le 25 mars 1977

Excellence,

Me référant aux entretiens qui ont abouti à la signature, en date de ce jour, de l'Accord à long terme entre la R.S.F. de Yougoslavie et la République Hellénique, j'ai l'honneur de vous confirmer au sujet de l'Art. 9 du dit Accord que les deux Délégations sont convenues de ce qui suit :

1. A partir du 1er juillet 1977, les contrats entre les personnes morales et physiques de la R.S.F. de Yougoslavie et de la République Hellénique, qui engendrent une obligation de paiement, seront conclus en devises convertibles, et les paiements y relatifs, ainsi que les autres paiements, seront effectués à partir de cette date en devises convertibles selon les lois et réglementations générales du Contrôle des Changes, qui sont en vigueur dans chacun des deux Pays.

2. A l'exception de ce qui précède, les paiements relatifs aux contrats engendrant une obligation de paiement, qui sont conclus avant le 1er juillet 1977 conformément aux dispositions de «l'Accord de paiements entre le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie et la Gouvernement du Royaume de Grèce» du 28 février 1953, ainsi que les autres paiements ayant trait à des obligations assumées avant le 1er juillet 1977 conformément aux dispositions du susdit Accord, seront effectués jusqu'au 31 décembre 1977 suivant les dispositions dudit Accord de paiements et par l'intermédiaire du compte clearing existant, en dollars E. U. — monnaie de compte.

Après cette date les paiements mentionnés au paragraphe précédent seront effectués en dollars E.U. livres, le dollar monnaie de compte et le dollar E.U. étant pris «au pair».

3. Au cas que le compte clearing tenu suivant les dispositions de l'Accord de paiements de 1953 présenterait un solde en date du 31 décembre 1977, la Partie Débitrice règlera le solde en question à la Partie Créditrice en dollars E. U. livres, comme suit :

- 50 % du solde jusqu'au 30 juin 1978.
- 50 % du solde jusqu'au 31 décembre 1978.

4. La Banque Nationale de Yougoslavie et la Banque de Grèce s'entendront sur les modalités de la mise en oeuvre de l'arrangement exposé ci-dessus.

5. La présente lettre fait partie intégrante de l'Accord sus-mentionné.

Je vous prie, Excellence, de bien vouloir me confirmer le contenu de cette lettre.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de ma considération très distinguée.

Dr BERISLAV SEFER

Monsieur
PANAYOTIS PAPALIGURAS
Président de la
Délégation Hellénique

PRESIDENT DE LA DELEGATION HELLENIQUE

Belgrade, le 25 mars 1977

Excellence,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre, en date de ce jour, ainsi conçue :

«Me référant aux entretiens qui ont abouti à la signature, en date de ce jour, de l'Accord à long terme entre la R.S.F. de Yougoslavie et la République Hellénique, j'ai l'honneur de vous confirmer au sujet de l'Art. 9 du dit Accord que les deux Délégations sont convenues de ce qui suit :

1. A partir du 1er juillet 1977, les contrats entre les personnes morales et physiques de la R.S.F. de Yougoslavie et de la République Hellénique, qui engendrent une obligation de paiement, seront conclus en devises convertibles, et les paiements y relatifs, ainsi que les autres paiements seront effectués à partir de cette date en devises convertibles selon les lois et réglementations générales du Contrôle des Changes, qui sont en vigueur dans chacun des deux Pays.

2. A l'exception de ce qui précède, les paiements relatifs aux contrats engendrant une obligation de paiement qui sont conclus avant le 1er juillet 1977 conformément aux dispositions de «l'Accord de paiements entre le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie et le Gouvernement du Royaume de Grèce» du 28 février 1953 ainsi que les autres paiements ayant trait à des obligations assumées avant le 1er juillet 1977 conformément aux dispositions du susdit Accord, seront effectués jusqu'au 31 Décembre 1977 suivant les dispositions dudit Accord de paiements et par l'intermédiaire du compte clearing existant en dollars E.U.-monnaie de compte.

Après cette date les paiements mentionnés au paragraphe précédent seront effectués en dollars E.U. livres, le dollar monnaie de compte et le dollar E.U. étant pris «au pair».

3. Au cas que le compte clearing tenu suivant les dispositions de l'Accord de paiements de 1953 présenterait un solde en date du 31 décembre 1977, la Partie Débitrice réglera le solde en question à la Partie Créditrice en dollars E.U. livres, comme suit :

- 50 % du solde jusqu'au 30 juin 1978.
- 50 % du solde jusqu'au 31 décembre 1978.

4. La Banque Nationale de Yougoslavie et la Banque de Grèce s'entendront sur les modalités de la mise en oeuvre de l'arrangement exposé ci-dessus.

5. La présente lettre fait partie intégrante de l'Accord sus-mentionné.

Je vous prie, Excellence, de bien vouloir me confirmer le contenu de cette lettre».

En réponse, j'ai l'honneur de vous confirmer le contenu de cette lettre.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de ma considération très distinguée.

PANAYOTIS PAPALIGURAS

Monsieur
Dr BERISLAV SEFER
Président de la
Délégation Yougoslave

ΜΑΚΡΟΠΡΟΘΕΣΜΟΣ ΣΥΜΦΩΝΙΑ

μεταξύ της Κυβερνήσεως της 'Ελληνικής Δημοκρατίας και της Κυβερνήσεως της 'Ομοσπονδιακής Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Γιουγκοσλαβίας, περί των 'Εμπορικών 'Ανταλλαγών και της Οικονομικής, 'Επιστημονικής και Τεχνικής Συνεργασίας.

'Η Κυβέρνησις της 'Ελληνικής Δημοκρατίας και η Κυβέρνησις της 'Ομοσπονδιακής Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Γιουγκοσλαβίας.

— 'Επιθυμῶσαι νὰ συνεχίσουν καὶ ἐνθαρρύνουν τὴν ἀνάπτυξιν τῶν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν καὶ τῆς οἰκονομικῆς, ἐπιστημονικῆς καὶ τεχνικῆς συνεργασίας, ἔχουσαι ἐπὶ γνώσιν τῆς σπουδαιότητος ἀρμονικῆς αὐξήσεως τοῦ 'Εμπορίου μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, δεδομένου τοῦ ἀντιστοίχου ἐπιπέδου ἀναπτύξεως αὐτῶν,

— 'Επιθυμῶσαι νὰ συμβάλλουν, εἰς τὰ πλαίσια τῆς παρούσης συμφωνίας, εἰς τὴν προαγωγὴν τῶν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν καὶ τὴν ἀνάπτυξιν μιᾶς οἰκονομικῆς συνεργασίας ἐπὶ ἀμοιβαίως ἐπωφελῶν βάσεων, συμφώνησαν τὰ κάτωθι :

Ἄρθρον 1

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐνθαρρύνουν καὶ διευκολύνουν μὲ ὅσον τὸ δυνατόν πλέον φελελεύθερον πνεῦμα τὰς προσπαθείας αἱτινες θὰ συμβάλλουν εἰς τὴν ἀνάπτυξιν τῶν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν καὶ εἰς τὴν οἰκονομικὴν, ἐπιστημονικὴν καὶ τεχνικὴν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων οἰκονομικῶν ὀργανισμῶν καὶ ἐπιχειρήσεων τῶν δύο Χωρῶν.

'Εντὸς τοῦ πλαισίου τῶν ἐν ἰσχύϊ νόμων καὶ κανονισμῶν αὐτῶν, καὶ λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν διεθνῶν τῶν ὑποχρεώσεων, τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ διασφαλίσουν ἀμοιβαίως τὴν πλέον εὐνοϊκὴν μεταχείρισιν εἰς τὸν τομέα τῶν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν καὶ τῆς οἰκονομικῆς, ἐπιστημονικῆς καὶ τεχνικῆς συνεργασίας.

Οἱ ὅροι «ἐπιχειρήσεις» καὶ «οἰκονομικὸς ὀργανισμὸς» τοῦ συμβαλλομένου κράτους προσδιορίζουν, ὅσον ἀφορᾷ τὴν Γιουγκοσλαβίαν, ἕνα βασικὸν ὀργανισμὸν συνεταιριστικῆς ἐργασίας ἢ ἄλλον ὀργανισμὸν ἢ κοινότητα αὐτοδιοικουμένην.

Ἄρθρον 2

'Η 'Ελλάς καὶ ἡ Γιουγκοσλαβία παρέχουν εἰς ἀλλήλας τὴν μεταχείρισιν τοῦ πλέον εὐνοουμένου κράτους διὰ πᾶν ὅ,τι ἀφορᾷ τοὺς τελωνειακοὺς δασμοὺς καὶ τὰς πάσης φύσεως ἐπιβαρύνσεις τὰς εἰσπραττομένας κατὰ τὴν εἰσαγωγὴν ἢ τὴν ἐξαγωγὴν, ἢ ἐπ' εὐκαιρίᾳ τῆς εἰσαγωγῆς ἢ τῆς ἐξαγωγῆς, ἢ τοὺς ἐπιβαρύνοντας τὰς διεθνεῖς μεταφορὰς κεφαλαίων τὰς ἐνεργουμένας διὰ τῶν κανονισμῶν εἰσαγωγῶν ἢ ἐξαγωγῶν, τὸν τρόπον εἰσπράξεως τῶν τοιούτων δασμῶν καὶ ἐπιβαρύνσεων, ὡς καὶ τὰς διατυπώσεις καὶ διαδικασίας εἰς ἃς ὑπόκεινται τὰ ἐμπορεύματα κατὰ τὸν ἐκτελωνισμὸν αὐτῶν.

'Η μεταχείρισις αὕτη δὲν ἐφαρμόζεται :

α) ἐπὶ τῶν πλεονεκτημάτων τῶν παραχωρουμένων ὑπὸ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἐν ὄψει τῆς ἰδρύσεως μιᾶς τελωνειακῆς ἐνώσεως ἢ μιᾶς ζώνης ἐλευθέρων ἀνταλλαγῶν,

β) ἐπὶ τῶν πλεονεκτημάτων τῶν παραχωρουμένων ὑπὸ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν πρὸς διευκόλυνσιν τοῦ παραμεθορίου ἐμπορίου μετὰ τῶν ὁμόρων χωρῶν.

"Αρθρον 3

1. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη παρέχουν εἰς ἄλληλα τὸν πλέον ὑψηλὸν βαθμὸν ἀπελευθερώσεως εἰσαγωγῶν καὶ ἐξαγωγῶν, ὃν ἐφαρμόζουν κατὰ γενικὸν τρόπον ἔναντι τρίτων χωρῶν.

2. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ ἐφαρμογὴ τῆς παραγράφου 1 συνεπάγεται ἢ ὑπάρχει κίνδυνος νὰ συνεπαχθῇ σοβαρὰς δυσχερείας, τὸ ἐνδιαφερόμενον Συμβαλλόμενον Μέρος παρέχει εἰς τὴν ἐν ἄρθρῳ 10 προβλεπομένην Μικτὴν Ἐπιτροπὴν πάντα τὰ χρήσιμα στοιχεῖα ποὺ θὰ ἐπιτρέπουν μίαν εἰς βάθος ἐξέτασιν τῆς καταστάσεως, πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς ἀναζητήσεως μιᾶς λύσεως ἀποδεκτῆς ἀπὸ τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη.

3. Ὅσακις ἐξαιρετικαὶ περιστάσεις καθιστοῦν ἀναγκαίαν μίαν ἄμεσον παρέμβασιν, ἀποκλείουσι μίαν προκαταρκτικὴν ἐξέτασιν, τὸ ἐνδιαφερόμενον Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται νὰ ἐφαρμάξη χωρὶς καθυστέρησιν ἔναντι τοῦ ἐτέρου τὰ ἀπολύτως ἀναγκαῖα συντηρητικὰ μέτρα πρὸς θεραπείαν τῆς καταστάσεως.

4. Τὰ μέτρα προστασίας κοινοποιοῦνται πάραυτα εἰς τὴν Μικτὴν Ἐπιτροπὴν, καὶ ἀποτελοῦν ἀντικείμενον, ἐντὸς τῶν πλαισίων ταύτης, περιοδικῶν διαβουλεύσεων κυρίως πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς καταργήσεως τῶν ἄμειναι συνθηκῶν τὸ ἐπιτρέφουν.

5. Δέον νὰ ἐπιλέγωνται κατὰ προτεραιότητα τὰ μέτρα ποὺ ἐπιφέρουν τὴν μικροτέραν δυνατὴν ἐνόχλησιν.

"Αρθρον 4

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη καταβάλλουν πᾶσαν προσπάθειαν διὰ τὴν προώθησιν καὶ ἐνίσχυσιν τῶν ἐμπορικῶν τῶν ἀνταλλαγῶν ἐπὶ τῇ βάσει τῶν ἀμοιβαίων πλεονεκτημάτων.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, ἐπιβεβαιοῦν τὴν θέλησιν των νὰ προβοῦν, μὲ φιλελεύθερον τρόπον, εἰς τὴν ἐκτέλεσιν τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ λαμβάνουν πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν διευκόλυνσιν τῶν ἀνταλλαγῶν των ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν ἐν ἰσχύϊ κανονισμῶν των.

"Ἐκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος ἐξετάζει εὐμενῶς τὰς ὑπὸ τοῦ ἐτέρου Μέρους ὑποβαλλομένας αἰτήσεις, καὶ τὰς ὑπὸ τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς διατυπωμένας εἰσηγήσεις πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς διευκολύνσεως τῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του εἰσαγωγῶν.

"Αρθρον 5

Πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς προώθησεως τοῦ ἐμπορίου, τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη παραχωροῦν ἀμοιβαίως, συμφώνως μὲ τοὺς ἐν ἰσχύϊ κανονισμοὺς εἰς ἐκάστην τῶν δύο χωρῶν τὰς ἀναγκαῖας διευκολύνσεις διὰ τὴν συμμετοχὴν τῶν ἐνδιαφερομένων οἰκονομικῶν ὀργανισμῶν καὶ ἐπιχειρήσεων τῶν χωρῶν των εἰς τὰς διεθνεῖς ἐμποροπανηγύρεις καὶ ἐμπορικὰς ἐκθέσεις.

Συμφώνως μὲ τοὺς ἐν ἰσχύϊ κανονισμοὺς τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐπιτρέπουν τὴν εἰσαγωγὴν καὶ τὴν ἐξαγωγὴν δειγμάτων ἐμπορευμάτων καὶ διαφημιστικοῦ ὕλικου ἀφορῶντος εἰς τὴν προώθησιν τῶν πωλήσεων, ἐφ' ὅσον ταῦτα δὲν προορίζονται πρὸς πώλησιν, ἀνευ πληρωμῆς τελωνειακῶν δασμῶν τελῶν ἢ ἄλλων παρομοίας φύσεως ἐπιβαρύνσεων, ἐφ' ὅσον δὲν ἔχουν τὸν χαρακτῆρα πληρωμῆς διὰ παροχὴν ὑπηρεσιῶν.

"Αρθρον 6

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, συμφώνως μὲ τοὺς ἀντιστοιχοὺς νόμους καὶ τοὺς κανονισμοὺς τῶν χωρῶν των, θὰ παρέχουν ἀμοιβαίως εἰς ἄλληλα ἀπάσας τὰς εἰς τὴν ἀντίστοιχον νομοθεσίαν ἐκάστου ἐξ αὐτῶν προβλεπομένας ἀναγκαῖας διευκολύνσεις, διὰ τὴν προσωρινὴν εἰσαγωγὴν, κατεργασίαν, τελειοποίησιν καὶ μετατροπὴν, ἀναφορικῶς μὲ τὰ ἐμπορεύματα καὶ τὰ προϊόντα τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναγνωρίζοντα τὴν σημασίαν ἣν ἀντιπροσωπεύει ἡ οἰκονομικὴ, ἐπιστημονικὴ καὶ τεχνικὴ συνεργασία διὰ τὴν ἀνάπτυξιν τῶν οἰκονομικῶν σχέσεων των, θὰ διευκολύνουν, συμφώνως μὲ τὴν ἐν ἰσχύϊ εἰς ἐκάστην τῶν χωρῶν των νομοθεσίαν δι' ὧν τῶν δυνατῶν μέσων, τὴν διευρύνσιν τῆς συνεργασίας μεταξὺ τῶν ἐλληνικῶν καὶ τῶν γιουγκοσλαβικῶν ἐπιχειρήσεων καὶ ὀργανισμῶν εἰς τοὺς διαφόρους τομεῖς, καὶ δὴ εἰς τὴν βιομηχανίαν, τὴν γεωργίαν, τὸ ἐμπόριον, τὰς μεταφορὰς, ὡς καὶ εἰς τοὺς τομεῖς ἐπιστημονικῶν καὶ τεχνικῶν.

"Ἡ εἰς τοὺς ἀνωτέρω ἀναφερομένους τομεῖς προβλεπομένη συνεργασία θὰ πραγματοποιηθῇ πάντοτε ἐπὶ τῇ βάσει εἰδικῶν συμβολαίων ὑπογραφομένων δι' ἐκάστην συγκεκριμένην περίπτωσιν μεταξὺ τῶν οἰκονομικῶν ὀργανισμῶν, τῶν σωματείων καὶ τῶν ἐπιχειρήσεων τῶν δύο χωρῶν, περιλαμβανομένης τῆς λεπτομερείας τῆς συνεργασίας ταύτης. Τὰ συμβόλαια ταῦτα διὰ νὰ συναφθῶν καὶ ἐκτελεσθῶν θὰ πρέπει νὰ ἐγκρίνωνται ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν ἐκάστης τῶν δύο χωρῶν, εἰς περίπτωσιν καὶ ἢ ἡν μία τοιαύτη ἐγκρίσις προβλέπεται ὑπὸ τῆς ἀντιστοίχου νομοθεσίας των.

"Αρθρον 8

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐνθαρρύνουν τὴν ἀνταλλαγὴν πληροφοριῶν μεταξὺ τῶν ἀρμοδίων ὀργανισμῶν διὰ τὴν ἐκπύνησιν τῶν προγραμμάτων ἀναπτύξεως, τῶν προγραμμάτων καὶ τῶν σχεδίων τῶν δύο χωρῶν.

"Ὡσαύτως, θὰ ἐνθαρρύνουν τὴν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν οἰκονομικῶν ὀργανισμῶν καὶ ἐπιχειρήσεων τοῦ βιομηχανικοῦ τομέως τῶν ὁποίων τὰ προϊόντα ἐνδεχομένως θὰ ἀποτελοῦν ἀντικείμενον ἐμπορίας εἰς τὰς ἀγορὰς τῶν δύο χωρῶν, ὡς καὶ εἰς τὰς ἀγορὰς τρίτων χωρῶν.

"Αρθρον 9

"Απὸ τῆς 1ης Ἰουλίου 1977 τὰ συμβόλαια τὰ ἀφορῶντα εἰς τὰς ἐμπορευματικὰς καὶ ἀδήλους συναλλαγὰς θὰ συνάπτονται εἰς μετατρέψιμα συναλλάγματα αἱ δὲ σχετικαὶ μὲ ταῦτα πληρωμαὶ, ὡς καὶ αἱ λοιπαὶ πληρωμαὶ, θὰ ἐνεργῶνται εἰς μετατρέψιμα συναλλάγματα συμφώνως μὲ τοὺς νόμους καὶ τοὺς γενικοὺς κανονισμοὺς ἐλέγχου συναλλάγματος, οἱ ὅποιοι ἰσχύουν εἰς ἐκάστην τῶν δύο χωρῶν.

"Αρθρον 10

Μία Μικτὴ Ἐπιτροπὴ θὰ συσταθῇ συντιθεμένη ἐξ ἀντιπροσώπων τῶν δύο Μερῶν εἰς ἐπίπεδον ἐμπειρογνομῶνων.

"Ἡ Ἐπιτροπὴ αὕτη θὰ συνέρχεται ἅπαξ κατ' ἔτος εἰς ἀπὸ κοινοῦ συμφωνουμένην ἡμερομηνίαν.

Διὰ κοινῆς συμφωνίας τῶν δύο Μερῶν, δύναται νὰ συγκαλῶνται ἔκτακτοι συνεδριάσεις.

"Ἡ Ἐπιτροπὴ αὕτη ἐποπτεύει τὴν καλὴν λειτουργίαν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

"Ἐκθέσεις ἐπὶ τῆς δραστηριότητος τῆς Ἐπιτροπῆς ταύτης θὰ ὑποβάλλωνται εἰς τὴν Διυπουργικὴν Ἐπιτροπὴν, τὴν συσταθεῖσαν διὰ τοῦ κοινοῦ ἀνακοινωθέντος τῆς 4ης Φεβρουαρίου 1965.

"Αρθρον 11

"Ἀπὸ τῆς 1ης Ἰουλίου 1977 τὰ συμβόλαια τὰ ἀφορῶντα εἰς τὰς ἐμπορευματικὰς καὶ ἀδήλους συναλλαγὰς θὰ συνάπτονται εἰς μετατρέψιμα συναλλάγματα αἱ δὲ σχετικαὶ μὲ ταῦτα πληρωμαὶ, ὡς καὶ αἱ λοιπαὶ πληρωμαὶ, θὰ ἐνεργῶνται εἰς μετατρέψιμα συναλλάγματα συμφώνως μὲ τοὺς νόμους καὶ τοὺς γενικοὺς κανονισμοὺς ἐλέγχου συναλλάγματος, οἱ ὅποιοι ἰσχύουν εἰς ἐκάστην τῶν δύο χωρῶν.

"Αρθρον 12

"Ἡ παρούσα Συμφωνία ἰσχύει ἐπ' ἀόριστον.

"Ἐκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δικαιοῦται νὰ τὴν καταγγεῖλῃ ἐγγράφως, κατόπιν προειδοποιήσεως τριῶν μηνῶν.

Ἡ λήξις τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας δὲν θὰ ἐπηρεάσῃ τὴν ἰσχύον καὶ τὴν πραγματοποιήσιν τῶν δυνάμει τῆς Συμφωνίας ταύτης συναφθέντων καὶ ἐγκριθέντων συμβολαίων.

Ἄρθρον 13

Ἡ παρούσα Συμφωνία θέλει ἐφαρμοσθῇ προσωρινῶς ἀπὸ 1ης Ἰουλίου 1977, τίθεται δὲ ἐν ἰσχύι ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ὁργάνων ἐπικυρώσεως ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν τῶν δύο χωρῶν.

Ἐγένετο ἐν Βελιγραδίῳ τῇ 25ῃ Μαρτίου 1977, εἰς δύο ἀντίτυπα εἰς τὴν Γαλλικὴν Γλῶσσαν, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύον.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας
(ὕπογραφή) ΠΑΝΑΓ. ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ὁμοσπονδιακῆς
Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας
(ὕπογραφή) Δρ ΜΠΕΡΙΣΛΑΒ ΣΕΦΕΡ

ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΓΙΟΥΓΚΟΣΛΑΒΙΑΣ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ

Ἐν Βελιγραδίῳ τῇ 25.3.1977

Ἐξοχώτατε,

Ἄναφερόμενος εἰς τὰς συνομιλίας αἵτινες κατέληξαν εἰς τὴν ὑπογραφήν, ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν, τῆς μακροπροθέσου Συμφωνίας μεταξύ τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας καὶ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ σᾶς ἐπιβεβαιώσω, ἐπὶ τοῦ θέματος τοῦ ἁρθροῦ 9 τῆς εἰρημένης Συμφωνίας, ὅτι αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι συνεφώνησαν τὰ κάτωθι :

1. Ἀπὸ 1ης Ἰουλίου 1977 τὰ συμβόλαια μεταξύ νομικῶν καὶ φυσικῶν προσώπων τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας καὶ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας, τὰ ὅποια συνεπάγονται ὑποχρέωσιν πληρωμῆς, θὰ συνάπτονται εἰς μετατρέψιμα συναλλάγματα, αἱ σχετικαὶ δὲ πρὸς αὐτὰ πληρωμαὶ, καθὼς ἐπίσης καὶ αἱ λοιπαὶ πληρωμαὶ θὰ ἐνεργῶνται ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης εἰς μετατρέψιμα συναλλάγματα συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους καὶ γενικοὺς κανονισμοὺς ἐλέγχου συναλλάγματος οἵτινες ἰσχύουν εἰς ἐκάστην τῶν δύο χωρῶν.

2. Κατ' ἐξαιρέσειν τῶν ἀνωτέρω, αἱ πληρωμαὶ αἱ σχετικαὶ μὲ τὰ συμβόλαια τὰ ὅποια συνεπάγονται ὑποχρέωσιν πληρωμῆς, τὰ ὅποια ἔχουν συναφθῇ πρὸ τῆς 1ης Ἰουλίου 1977, συμφώνως μὲ τὰς διατάξεις τῆς «Συμφωνίας Πληρωμῶν μεταξύ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος» τῆς 28ης Φεβρουαρίου 1953, ὡς καὶ αἱ λοιπαὶ πληρωμαὶ αἱ ἀφορώσαι εἰς ὑποχρεώσεις ἀναληφθείσας πρὸς τῆς 1ης Ἰουλίου 1977 συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς προρρηθείσης Συμφωνίας, θὰ ἐνεργῶνται μέχρι τῆς 31ης Δεκεμβρίου 1977 συμφώνως μὲ τὰς διατάξεις τῆς ρηθείσης Συμφωνίας πληρωμῶν καὶ μέσῳ τοῦ ὑφισταμένου λογαριασμοῦ κλήρινγκ εἰς δολλάρια τῶν Ἠνωμένων Πολιτειῶν - τὸ νόμισμα τοῦ λογαριασμοῦ.

Μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην, αἱ εἰς τὴν προηγουμένην παράγραφον ἀναφερόμεναι πληρωμαὶ θὰ ἐνεργῶνται εἰς ἐλεύθερα δολλάρια Ἠνωμένων Πολιτειῶν, τοῦ δολλαρίου νομίσματος τοῦ λογαριασμοῦ καὶ τοῦ δολλαρίου Ἠνωμένων Πολιτειῶν ὑπολογιζομένων εἰς τὸ ἄρτιον.

3. Εἰς τὴν περίπτωσιν ὃ κατὰ τὰς διατάξεις τῆς Συμφωνίας πληρωμῶν τοῦ 1953 τηρούμενος λογαριασμός κλήρινγκ, θὰ παρουσιάξῃ κατὰ τὴν 31ην Δεκεμβρίου 1977 ὑπόλοιπον, ἢ ὑφελεῖς πλευρὰ θὰ κατὰβάλλῃ τὸ ἐν λόγῳ ὑπόλοιπον

εἰς τὴν Πιστώτρια πλευρὰν εἰς ἐλεύθερα δολλάρια Ἠνωμένων Πολιτειῶν, ὡς ἔπεται :

— τὸ 50 % τοῦ ὑπολοίπου μέχρι τῆς 30ῆς Ἰουνίου 1978.

— τὸ 50 % τοῦ ὑπολοίπου μέχρι τῆς 31ης Δεκεμβρίου 1978.

4. Ἡ Ἑθνικὴ Τράπεζα τῆς Γιουγκοσλαβίας καὶ ἡ Τράπεζα τῆς Ἑλλάδος θὰ συμφωνήσουν ἐπὶ τῶν τρόπων ἐφαρμογῆς τῆς ἀνωτέρω ἐκτιθεμένης ρυθμίσεως.

5. Ἡ παρούσα ἐπιστολὴ ἀποτελεῖ ἀναπόσπαστον μέρος τῆς ἀνωτέρω ἀναφερομένης Συμφωνίας.

Σᾶς παρακαλῶ, Ἐξοχώτατε, ὅπως ἐκφραστούμενος μοὶ ἐπιβεβαιώσητε τὸ περιεχόμενον τῆς παρούσης ἐπιστολῆς).

Σᾶς παρακαλῶ νὰ δεχθῆτε, Ἐξοχώτατε, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξαιρετικῆς μου ἐκτιμήσεως.

(ὕπογραφή) Δρ ΜΠΕΡΙΣΛΑΒ ΣΕΦΕΡ

Πρὸς : κ. ΠΑΝΑΓΙΩΤΗΝ ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΝ

Πρόεδρον τῆς Ἑλληνικῆς
Ἀντιπροσωπείας

ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ

Ἐν Βελιγραδίῳ τῇ 25.3.1977

Ἐξοχώτατε,

Ἐχω τὴν τιμὴν νὰ ἀναγγείλω λήψιν τῆς ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν ἐπιστολῆς σας ἐχούσης οὕτω :

Ἄναφερόμενος εἰς τὰς συνομιλίας αἵτινες κατέληξαν εἰς τὴν ὑπογραφήν, ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν, τῆς μακροπροθέσου Συμφωνίας μεταξύ τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας καὶ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ σᾶς ἐπιβεβαιώσω, ἐπὶ τοῦ θέματος τοῦ ἁρθροῦ 9 τῆς εἰρημένης Συμφωνίας, ὅτι αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι συνεφώνησαν τὰ κάτωθι :

1. Ἀπὸ 1ης Ἰουλίου 1977 τὰ συμβόλαια μεταξύ νομικῶν καὶ φυσικῶν προσώπων τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας καὶ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας, τὰ ὅποια συνεπάγονται ὑποχρέωσιν πληρωμῆς, θὰ συνάπτονται εἰς μετατρέψιμα συναλλάγματα, αἱ σχετικαὶ δὲ πρὸς αὐτὰ πληρωμαὶ, καθὼς ἐπίσης καὶ αἱ λοιπαὶ πληρωμαὶ θὰ ἐνεργῶνται ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης εἰς μετατρέψιμα συναλλάγματα, συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους καὶ τοὺς γενικοὺς κανονισμοὺς ἐλέγχου συναλλάγματος οἵτινες ἰσχύουν εἰς ἐκάστην τῶν δύο χωρῶν.

2. Κατ' ἐξαιρέσειν τῶν ἀνωτέρω, αἱ πληρωμαὶ αἱ σχετικαὶ πρὸς τὰ συμβόλαια τὰ ὅποια συνεπάγονται ὑποχρέωσιν πληρωμῆς, τὰ ὅποια ἔχουν συναφθῇ πρὸ τῆς 1ης Ἰουλίου 1977, συμφώνως μὲ τὰς διατάξεις τῆς «Συμφωνίας Πληρωμῶν μεταξύ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος» τῆς 28ης Φεβρουαρίου 1953, ὡς καὶ αἱ λοιπαὶ πληρωμαὶ αἱ ἀφορώσαι εἰς ὑποχρεώσεις ἀναληφθείσας πρὸς τῆς 1ης Ἰουλίου 1977 συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς προρρηθείσης Συμφωνίας, θὰ ἐνεργῶνται μέχρι τῆς 31ης Δεκεμβρίου 1977 συμφώνως μὲ τὰς διατάξεις τῆς ρηθείσης Συμφωνίας πληρωμῶν, καὶ μέσῳ τοῦ ὑφισταμένου λογαριασμοῦ κλήρινγκ, εἰς δολλάρια τῶν Ἠνωμένων Πολιτειῶν νόμισμα τοῦ λογαριασμοῦ.

Μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην, αἱ εἰς τὴν προηγουμένην παράγραφον ἀναφερόμεναι πληρωμαὶ θὰ ἐνεργῶνται εἰς ἐλεύθερα δολλάρια Ἠνωμένων Πολιτειῶν, τοῦ δολλαρίου νομίσματος τοῦ λογαριασμοῦ καὶ τοῦ δολλαρίου Ἠνωμένων Πολιτειῶν ὑπολογιζομένων εἰς τὸ ἄρτιον.

3. Είς τὴν περίπτωσιν ὁ κατὰ τὰς διατάξεις τῆς Συμφωνίας πληρωμῶν τοῦ 1953 τηρούμενος λογαριασμός κληρίνγκ, θὰ παρουσιάζη κατὰ τὴν 31ην Δεκεμβρίου 1977 ὑπόλοιπον, ἡ ὀφειλέτης πλευρὰ θὰ καταβάλλῃ τὸ ἐν λόγῳ ὑπόλοιπον εἰς τὴν Πιστωτρίαν πλευρὰν εἰς ἐλεύθερα δολάρια Ἑνωμένων Πολιτειῶν, ὡς ἔπεται :

— τὸ 50 % τοῦ ὑπολοίπου μέχρι τῆς 30ῆς Ἰουνίου 1978.

— τὸ 50 % τοῦ ὑπολοίπου μέχρι τῆς 31ης Δεκεμβρίου 1978.

4. Ἡ Ἑθνικὴ Τράπεζα τῆς Γιουγκοσλαβίας καὶ ἡ Τράπεζα τῆς Ἑλλάδος θὰ συμφωνήσουν ἐπὶ τῶν τρόπων ἐφαρμογῆς τῆς ἀνωτέρω ἐκτιθεμένης ρυθμίσεως.

5. Ἡ παρούσα ἐπιστολὴ ἀποτελεῖ ἀναπόσπαστον μέρος τῆς ἀνωτέρω ἀναφερομένης Συμφωνίας.

Σὰς παρακαλῶ, Ἐξοχώτατε, ὅπως εὐαρεστούμενος μοι ἐπιβεβαιώσητε τὸ περιεχόμενον τῆς παρούσης ἐπιστολῆς.

Εἰς ἀπάντησιν, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ σὰς ἐπιβεβαιώσω τὸ περιεχόμενον τῆς ἐπιστολῆς ταύτης.

Παρακαλῶ νὰ δεχθῆτε, Ἐξοχώτατε, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξαιρετικῆς μου ἐκτιμῆσεως.

ΠΑΝΑΓΙΩΤΗΣ ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΣ

Πρὸς : Δρα ΜΠΕΡΙΣΛΑΒ ΣΕΦΕΡ

Πρόεδρον τῆς Γιουγκοσλαβικῆς

Ἀντιπροσωπείας

Ἄρθρον δευτέρον.

Τὰ εἰς ἐκτέλεσιν τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ ὑπὸ τῆς ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 10 αὐτῆς προβλεπομένης Ἐπιτροπῆς καταρτιζόμενα Πρωτόκολλα — Πρακτικὰ ἐγκρίνονται διὰ κοινῆς ἀποφάσεως τῶν Ὑπουργῶν Συντονισμοῦ, Ἐξωτερικῶν, Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν, Οἰκονομικῶν καὶ Ἐμπορίου.

Ἄρθρον τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχει ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθῇτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Ἰουλίου 1979

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ

ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ

ΞΕΝΟΤΕΡΙΚΩΝ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΛΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ

ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ

ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΝΙΑΝΙΑΣ

ΕΜΠΟΡΙΟΥ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΠΑΝΑΓΙΩΤΟΠΟΥΛΟΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 10 Ἰουλίου 1979

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 944

Περὶ διαδικασίας χαρακτηρισμοῦ ἐργασιῶν καὶ εἰδικότη-
των τῶν ἡσυχαισμένων τῆς ΔΕΗ, ὡς ἰδιαίτερος θε-
ρῶν καὶ ἀνθυγεινῶν.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσμεν :

Ἄρθρον 1.

1. Εἰς τὴν ἀρμοδιότητά τοῦ διὰ τοῦ νόμου 237/1975 «περὶ
ρυθμίσεως θεμάτων τινῶν ἀρραλίσσεως ἐργαζομένων εἰς τὰ

θερὰ καὶ ἀνθυγεινὰ ἐπαγγέλματα» συσταθέντος Συμβουλίου
Κρίσεως Βαρέων καὶ Ἀνθυγεινῶν Ἐπαγγελημάτων (ΣΚΒ
ΑΕ) ἀνήκει καὶ ἡ γνωμοδότησις περὶ τῶν ἐργασιῶν καὶ εἰδι-
κοτήτων τῶν μισθωτῶν τῆς ΔΕΗ, διὰ τὰς ὁποίας συντρέχουν
οἱ ὅροι ἐφαρμογῆς τῆς περὶ βαρέων καὶ ἀνθυγεινῶν ἐπαγγελ-
μάτων νομοθεσίας τῆς διαπούσης τὴν ἀσφάλισιν τοῦ προσωπι-
κοῦ τῆς ΔΕΗ.

2. Διὰ τὴν κατὰ τὴν προηγουμένην παράγραφον ἀπαιτου-
μένην κρίσιν, τὸ Συμβούλιον συνέρχεται εἰς ἰδιαίτερας συν-
εδριάσεις κατ' ἄς, ἀντὶ τοῦ ὑπὸ στοιχείον ζ τῆς παραγράφου
2 τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ νόμου 237/1975 μέλους μετέχουν αὐτοῦ,
μετὰ ψήφου, εἰς ἐκπρόσωπος τοῦ Ὑπουργείου Βιομηχανίας
καὶ Ἐνεργείας ὀριζόμενος, μετὰ τοῦ ἀναπληρωτοῦ του, ὑπὸ
τοῦ οὐκείου Ὑπουργοῦ, εἰς ἐκπρόσωπος τῆς ΔΕΗ ὀριζόμενος,
μετὰ τοῦ ἀναπληρωτοῦ του, ὑπὸ τοῦ Διοικητοῦ τῆς Ἐπιχει-
ρήσεως, ὡς καὶ εἰς ἐκπρόσωπος τῶν ἡσυχαισμένων ὀριζόμε-
νος μετὰ τοῦ ἀναπληρωτοῦ του ὑπὸ τῆς Γενικῆς Ὁμοσπον-
δίας Πρωτογενικοῦ ΔΕΗ, ἡ τῆς μᾶλλον ἀντιπροσωπευτικῆς
πρωτογενικοῦ ἐνώσεως Σωματείων τοῦ πρωτογενικοῦ τῆς ΔΕΗ
καθοριζομένης διὰ σχετικῆς ἐσθαιώσεως τῆς ΔΕΗ. Ἐν
τῇ περιπτώσει ταύτῃ, ἡ ἐν παραγράφῳ 5 τοῦ ἄρθρου
2 τοῦ νόμου 237/1975 προβλεπομένη ἀποζημίωσις τῶν Με-
λῶν καὶ τοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου, καταβάλλεται ὑπὸ
τῆς ΔΕΗ. Ἡ ἀποζημίωσις τῶν ἐκπροσώπων τοῦ Ὑπουργείου
Βιομηχανίας καθορίζεται ἐκείτῃ τῆς ὑπὸ τῶν διατάξεων τοῦ
ἄρθρου 8 τοῦ Νόμου 754/1978 «περὶ ρυθμίσεως τῶν ἀποδο-
χῶν τῶν δημοσίων ὑπαλλήλων πολιτικῶν καὶ Στρατιωτικῶν,
τῶν ὑπαλλήλων τῶν Ν.Π.Δ.Δ., ὡς καὶ ἄλλων τινῶν συνα-
φῶν διατάξεων» προβλεπομένης διαδικασίας.

3. Πᾶσα τροποποίησις ἢ συμπλήρωσις τῶν καίμενων διατά-
ξεων, ἀφορώσα εἰς τὴν ὑπαγωγὴν ἐργασιῶν ἢ εἰδικότητων τῶν
ἡσυχαισμένων τῆς ΔΕΗ εἰς τὰ ἰδιαίτερος θερὰ καὶ ἀνθυγει-
νὰ ἐπαγγέλματα, πραγματοποιεῖται διὰ κοινῆς ἀποφάσεως τῶν
Ὑπουργῶν Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν καὶ Βιομηχανίας καὶ Ἐ-
νεργείας κατόπιν προτάσεως τοῦ Συμβουλίου Ἀσφαλίσεως
Πρωτογενικοῦ ΔΕΗ, μετὰ προηγουμένην σύμφωνον γνώμην τοῦ
Συμβουλίου Κρίσεως Βαρέων καὶ Ἀνθυγεινῶν Ἐπαγγελημά-
των (Σ.Κ.Β.Α.Ε.).

Ἄρθρον 2.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχει ἀπὸ τῆς πρώτης τοῦ μηνὸς
τοῦ μεθεπομένου ἐκείνου τῆς δημοσιεύσεως αὐτοῦ διὰ τῆς
Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν
σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς
Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθῇτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Ἰουλίου 1979

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΑΣ ΚΑΙ ΕΝΕΡΓΕΙΑΣ

ΜΙΛΤΙΑΔΗΣ ΕΒΕΡΤ

ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ

ΣΠΥΡΙΔΩΝ ΔΟΥΣΙΑΔΗΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 10 Ἰουλίου 1979

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 511

Περὶ προσωρινῆς ἀναπληρώσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Ἐμπορίου
Γεωργίου Παναγιωτοπούλου ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ Γεωργίας
Ἰωάννου Μπούτου.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψιν τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 13 καὶ 19
τοῦ Νόμου 400/1976 «περὶ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου καὶ Ὑ-
πουργείων», προτάσει τοῦ Πρωθυπουργοῦ, ἀπεφασίσμεν :

Ὁρίζομεν, ὅπως τὸν Ὑπουργὸν Ἐμπορίου Γεώργιον Παναγιωτοπούλου, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἀπὸ 11ης Ἰουλίου 1979 ἀπουσίας του εἰς τὴν ἀλλοδαπὴν ἀναπληροῖ ὁ Ὑπουργὸς Γεωργίος Ἰωάννης Μπεύσης.

Εἰς τὸν Πρωθυπουργόν, ἀνατίθεται ἡ δημοσίευσίς καὶ ἐκτέλεσις τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 11 Ἰουλίου 1979

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

(4)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 512

Περὶ μερικῆς ἀνακλήσεως Π. Διατάγματος καὶ κυρώσεως συμπληρωματικῶν πινάκων Ἀξιωματικῶν Πολεμικοῦ Ναυτικοῦ.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψιν :

α) Τὰς διατάξεις τοῦ Ν.Δ. 178/69 «περὶ Ἱεραρχίας, προαγωγῶν καὶ τοποθετήσεων τῶν Ἀξιωματικῶν τῶν Ἐνόπλων Δυνάμεων», ὡς αὐταὶ ἐτροποποιήθησαν καὶ συνεπληρώθησαν μεταγενεστέρως.

β) Τὸ ἀρθροῦν 1 τοῦ Ν. 13/1975 «περὶ κυρώσεως τῆς ὑπ' ἀριθ. 41/3.3.1975 Πράξεως τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀφορώσης εἰς τὴν τροποποίησιν καὶ συμπλήρωσιν τῶν κειμένων περὶ προαγωγῶν καὶ κατατάξεων τῶν Ἀξιωματικῶν τῶν Ἐνόπλων Δυνάμεων διατάξεων».

γ) Τὴν ὑπ' ἀριθ. 136/1979 ἀπόφασιν τοῦ Διοικητικοῦ Ἐφετερίου Ἀθηνῶν.

δ) Τὸν ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Ἀρχηγῶν Γενικῶν Ἐπιτελείων (ΣΑΓΕ), συνταχθέντα συμπληρωματικὸν πῖνακα ἐκτάκτου κρίσεως τοῦ Ἀνθυποπλοιάρχου Πληρωμάτων Στόλου Τεχνῶν Α. Ἀβραμοπούλου (ΑΜ 89329), ὡς ἡ ὑπ' ἀριθ. 12 ἀπόφασις τῆς 18ης/1979 Συνεδριάσεως τοῦ ΣΑΓΕ, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Ἑθνικῆς Ἀρόνης Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαντες καὶ ὀρίζομεν :

Ι. Ἀνακαλοῦμεν τὸ ἀπὸ 15.3.75 Π. Διατάγμα «περὶ κυρώσεως πινάκων ἐκτάκτου κρίσεως Ἀξιωματικῶν Πολεμικοῦ Ναυτικοῦ ἔτους 1975—76», δημοσιευθὲν εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 45/15.3.75 ΦΕΚ. Τεύχος Α', μόνον εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τοῦτο εἰς τὴν κέρωσιν τοῦ πινάκος ἀποστρατευτέου Ἀνθυποπλοιάρχου Πληρωμάτων Στόλου Τεχνῶν Α. Ἀβραμοπούλου, κατόπιν τῆς ὑπ' ἀριθ. 136/1979 ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Ἐφετερίου Ἀθηνῶν.

II. Κυρώμεν τὸν ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Ἀρχηγῶν Γενικῶν Ἐπιτελείων, συνταχθέντα συμπληρωματικὸν πῖνακα ἀποστρατευτέου διὰ τὸ ἔτος 1975—76 Ἀνθυποπλοιάρχου Πληρωμάτων Στόλου Τεχνῶν, λόγῳ ἐπαναλήψεως τῆς κρίσεώς του, κατόπιν τῆς ὑπ' ἀριθ. 136/1979 ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Ἐφετερίου Ἀθηνῶν.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Ἑθνικῆς Ἀρόνης Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Π. Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ἰουνίου 1979

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ
Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΗΣ
ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΞΙΤΣΑΣ

ΠΡΑΞΕΙΣ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

(5)

Πράξις ὑπ' ἀριθ. 80, τῆς 12ης Ἰουνίου 1979

Περὶ ἐγκρίσεως ἐκδόσεως συμπληρώματος διὰ τὴν διόρθωσιν τῆς κατανομῆς τῶν ποσῶν τοῦ δραχμικοῦ τιμήματος τῆς μεταξύ ΔΕΗ καὶ τῆς Κοινοπραξίας τῶν Οἰκῶν MASCHINEN EXPORT-BBC ὑπ' ἀριθ. DPRM/99013-C/2.10.76 συμβάσεως διὰ τὴν μελέτην κατασκευὴν καὶ παράδοσιν δύο μονάδων ἐκσκαφῶν καὶ τεσσάρων μονάδων ἀποθετῶν τοῦ Νοτίου Πεδίου Λιγνιτωρυχείου Πτολεμαΐδος.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Λαβὼν ὑπ' ὄψιν :

1. Τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 1 παρ. 2 τοῦ Ν. 387/1976 «περὶ συνάψεως συμβάσεων τινων ὑπὸ τῆς ΔΕΗ καὶ ρυθμίσεως συναφῶν θεμάτων».

2. Τὸ ὑπ' ἀριθμ. ΔΠΡΜ/Φ.200.30/8475/7.4.79 ἔγγραφον τῆς ΔΕΗ πρὸς τὸ Ὑπουργεῖον Βιομηχανίας καὶ Ἐνεργείας, ὡς καὶ τὰ συνοδεύοντα τοῦτο λοιπὰ ἔγγραφα (ὑπ' ἀριθμ. 84/22.3.79 ἀπόφασιν Διοικητικοῦ Συμβουλίου ΔΕΗ) περὶ ἐγκρίσεως ἐκδόσεως συμπληρώματος διὰ τὴν διόρθωσιν τῆς κατανομῆς τῶν ποσῶν τοῦ δραχμικοῦ τιμήματος τῆς ὑπ' ἀριθμ. DPRM/99013-C/2.10.76 συμβάσεως-συμπλήρωμα ὑπ' ἀριθμ. 4 τῆς ΔΠΡΜ 99013-c.

3. Τὴν ὑπ' ἀριθμ. 21651/4413/1332/24.5.1979 εἰσήγησιν τοῦ Ὑπουργοῦ Βιομηχανίας καὶ Ἐνεργείας, περὶ ἐγκρίσεως ἐκδόσεως συμπληρώματος διὰ τὴν διόρθωσιν τῆς κατανομῆς τῶν ποσῶν τοῦ δραχμικοῦ τιμήματος τῆς μεταξύ ΔΕΗ καὶ τῆς Κοινοπραξίας τῶν Οἰκῶν MASCHINEN EXPORT-BBC ὑπ' ἀριθ. DPRM/99013-c/2.10.76 συμβάσεως, διὰ τὴν μελέτην, κατασκευὴν καὶ παράδοσιν δύο μονάδων ἐκσκαφῶν καὶ τεσσάρων μονάδων ἀποθετῶν τοῦ Νοτίου Πεδίου Λιγνιτωρυχείου Πτολεμαΐδος, ἀποφασίζει :

Ἐγκρίνει τὴν ἐκδοσιν συμπληρώματος τῆς μεταξύ Δημοσίας Ἐπιχειρήσεως Ἠλεκτρισμοῦ καὶ τῆς Κοινοπραξίας τῶν Οἰκῶν MASCHINEN EXPORT BBC, ὑπογραφείσης συμβάσεως ὑπ' ἀριθμ. DPRM 99013-C/2.10.1976, κατὰ τὸ συνημμένον, εἰς τὴν Ἀγγλικὴν γλῶσσαν καὶ εἰς Ἑλληνικὴν μετάφρασιν, σχέδιον ἀφορῶν εἰς τὴν διόρθωσιν τῆς κατανομῆς τοῦ δραχμικοῦ τιμήματος τῆς προμνημονευομένης συμβάσεως, ἐπὶ σκοπῷ ἀναπροσαρμογῆς αὐτοῦ.

Ἡ παροῦσα δημοσιευθῆτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ Πρόεδρος

Ὁ Ἀντιπρόεδρος

Τὰ Μέλη

Ἀκριβὲς ἀντίγραφον

Ὁ Γραμματεὺς τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου

ΣΤΑΥΡΟΣ Κ. ΜΠΑΛΤΑΣ